

Nombre de participants : 150

PUBLIC :

- enseignants du premier degré de la circonscription de Vaulx en Velin
- Pas de parents présents

Sujet 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

- **analyse des constats** : la liste des mots-clés est trop restrictive.

Certains récriminations de professeurs ne voient aucune réponse de l'institution par manque de prise en charge de cette catégorie de professeurs.

Les professeurs subissent les effets de société ; ils voient leur responsabilité augmenter depuis quelques années et sont désignés responsables de tous les ennuis de l'école.

L'échec scolaire est confondu avec la violence alors qu'il n'y a pas forcément de corollaire ; même si nous avons tous les moyens à disposition, la tolérance zéro est-elle souhaitable voire possible ?

Concrètement les conditions de travail sont correctes car même en zones sensibles des élèves apprennent.

Le débat sur l'école déborde sur la politique locale ; Les professeurs ne s'estiment pas entendus ; ils constatent la dégradation des moyens ; ils éprouvent une mobilisation bivalente sur le débat national : envie de débattre mais pour quels résultats ?

Les aides-éducateurs non voulus au départ, se révèlent être, maintenant qu'ils disparaissent, un manque important d'accompagnement des élèves.

→ **Questions** : Les professeurs doivent-ils entrer dans la vie privée des familles ? Quelles sont les limites des missions de l'école ?

→ **Proposition** : il faut redéfinir les priorités des professeurs.

- **La violence** des élèves peut venir d'une violence familiale au quotidien accentuée par la violence de l'échec scolaire. La violence dans les écoles est minime car le sujet est traité au quotidien par l'équipe pédagogique. L'école est le lieu du respect des règles, plus que dans la rue
- **Remarque** : parmi les mots-clés les parents n'apparaissent pas dans la relation école-police-justice. Le débat national n'offre-t-il qu'une solution répressive pour résoudre les problèmes de violence ? (relations école-justice)

→ **Question** : Est-il utile de prendre des moyens dans de nouveaux dispositifs alors que ceux existant ne sont pas exploités à fond ?

- **Rôle des directeurs** : pas assez de temps, trop de responsabilités, pas de décharge, personne référent en matière de rappel à la loi dans l'école, censé répondre à toutes les difficultés.

→ **Proposition** : Asseoir l'autorité du directeur par du temps de décharge et des temps de concertation.

- **Les moyens ciblés** : revendiqués lors des dernières grèves, ils prennent en compte :

- le mauvais fonctionnement des réseaux,
- les absences de décharge des directeurs,

- depuis 1980 les moyens stagnent voire diminuent,

c'est le moment de faire le point sur les véritables moyens des zones sensibles soit moins d'une personne ressource par école ;

- pas de place pour accueillir des élèves de maternelle en hôpital psychiatrique donc ils font une année en classe ordinaire par manque de moyens dans le spécialisé ;
- la restructuration des bâtiments scolaires a fait chuter de 60 % les cas de troubles ; il faut une mise à plat de la carte des réseaux ;
- l'objectif des zones sensibles est de conserver les moyens actuels pour éviter qu'ils disparaissent ;

- il faut un soutien des services sociaux mais il n'y a aucune prévention, les éducateurs du quartier disparaissent.
- **Proposition** : Créer des dispositifs-relais au primaire telles qu'elles existent dans le secondaire. Les objectifs de la classe ou dispositif relais sont à redéfinir. Création de structures d'accompagnement du type SESSAD.
- **Mixité** : à force de réunir des familles en difficulté, les difficultés arrivent dans l'école ; l'hétérogénéité est impossible dans les zones sensibles ; le cadre de vie dans les zones sensibles est frustrant pour ses habitants ce qui engendre de la violence ; il y a trop de professeurs débutants sur les zones sensibles ; difficultés de socialisation des garçons et des filles dues à leur sexe.
- **Propositions** :
 - établir un quota plafond et plancher des boursiers dans les collèges;
 - les sortants IMF devraient aller dans les zones sensibles ;
 - il devrait exister de grandes écoles dans les zones sensibles ;
 - il faut mixer les anciennetés des professeurs dans les zones sensibles ; nomination au barème inversé : on part avec 50 points et on perd 1 point par année.
- **Les sanctions** : pas de conseil de discipline dans le premier degré. Quand un élève ne peut plus dépendre d'un périmètre, ce sont les parents qui choisissent parmi une proposition d'écoles parfois juste à 100 m. Déplacer les élèves n'est pas une solution. Il n'y a pas d'homogénéité de sanction et de règlement d'école sur la circonscription.
- **Proposition** : création d'une instance médiatrice pour harmoniser les règles et les sanctions.
- **Education** : elle a changé depuis 20 ans ; le rôle des parents est à redéfinir ; l'éducation est à partager avec les familles
- **Proposition** :
 - aide à l'éducation aux parents par la concertation avec l'assistante sociale ;
 - privilégier le partenariat école-services publics sociaux à la place de l'école-police-justice
 - privilégier la prévention ; création de lieux d'écoute pour les parents dans les écoles ;
 - réforme des contenus des programmes télévisuels.
- **Santé** : santé physique et mentale des élèves, soucis par manque de moyens et de structures.
- **Proposition** : améliorer les services publics de santé.

Sujet 13 : Les élèves en grande difficulté

- **Analyse des constats** : problèmes de massification, de cursus unique, d'échec scolaire socio-économique, d'absentéisme fort, de tri d'élèves, de redoublement et de pratiques pédagogiques,
- Les cycles ne sont-ils pas déjà une réponse à l'hétérogénéité ?

Le RASED :

- quel est son avenir ?
- est-il efficace ? en terme de réussite scolaire, l'étude ministérielle trouve que le RASED n'est pas utile. On peut améliorer l'efficacité des RASED par une meilleure relation entre partenaires comme dans la CCPE, mais comment évaluer les dispositifs ?
- problème de formation du spécialisé (essentiellement des faisant fonction, diminution de moitié du temps de formation, demande de formation auprès des débutants par des enseignants qui manquent eux-même de formation)

→ **Proposition** : ne pas toucher aux RASED ; fournir les postes manquants de spécialisation des enseignants.

- **SEGPA** : problème de mélange de population entre moyens intellectuels limités et les « non-élèves ».

→ **Proposition** : améliorer les filières d'orientation des élèves en SEGPA

- **Taille des classes** : le travail est plus efficace avec des effectifs moindres ;

- les CP à 10 : positif dans les zones sensibles mais problème d'interprétation des résultats par le ministère qui tend à prouver que ce dispositif n'est pas probant.

- En même temps, la taille de la classe est moins importante mais en zones sensibles, au-dessus de 20, cela est difficile.

→ **Question** : Concernant les classes de CP à dix, les moyens de cette expérimentation sont-ils adéquats car il est difficile de placer un enseignant devant chaque classe de dix ?

→ **Proposition** : créer des classes de 20 élèves maximum en primaire en zones sensibles, des groupes de 15 en petite section de maternelle ; 100 % de réussite d'une classe d'âge au primaire, 80 % au bac, 100 % diplômés ; l'objectif est de rendre opérationnelle la loi d'orientation de 1989.

Les priorités dégagées

1. **des moyens ciblés** pour diminuer la taille des classes en zones sensibles, favoriser une mixité sociale et scolaire, conserver et améliorer les RASED, conserver et développer la formation continue, les contacts avec les partenaires sociaux, les établissements spécialisés.
2. **privilégier et développer les relations** parents-école-partenariat social
3. **développer les moyens de parcours différenciés**